

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les objectifs de la Conférence de Paris sur le climat, à Berlin le 19 mai 2015.

Madame la Chancelière, chère Angela MERKEL £

Monsieur le Commissaire européen £

Mesdames, messieurs les ministres £

Représentants de toutes les régions du monde £

Mesdames, messieurs.

Je tiens d'abord à remercier la Chancelière pour l'organisation du sixième dialogue de Petersberg sur le climat. Elle a rappelé l'origine de cette rencontre. C'est parce que Copenhague avait été un échec qu'il avait fallu trouver des lieux, des instances, pour cette difficulté qui avait entravé les engagements du monde à l'égard de son avenir, qu'il avait fallu trouver un lieu pour le dialogue et pour retrouver une perspective.

C'est la conférence sur le climat, la COP 21, qui représente maintenant l'espoir que le monde va enfin pouvoir définir un cadre permettant la transition énergétique, et permettant d'aboutir à une économie bas carbone, avec la volonté de préserver notre planète, et donc d'assurer un avenir aux générations futures.

Nous sommes à 200 jours de la COP 21. Le compte à rebours est donc lancé. Il nous reste peu de temps, très peu de temps, 200 jours. La France a pris la responsabilité d'organiser cette conférence non pas en vertu d'une tradition hospitalière ou touristique, mais parce que nous avons la volonté d'aboutir à un accord. Nous avons le devoir même de réussir.

Nous travaillons donc avec tous les pays pour trouver le compromis permettant le consensus avec 196 parties, 196. Puisque c'est le consensus. J'ai donc pris, avec Laurent FABIUS, qui est le ministre des Affaires étrangères et qui a en charge cette conférence, j'ai pris comme l'on dit dans la belle langue française « mon bâton de pèlerin ». Je suis donc d'abord parti dans la zone pacifique, en Nouvelle Calédonie, où j'ai réuni la communauté du Pacifique sud, c'était en novembre dernier. Parmi les participants à cette conférence, il y avait le Vanuatu. Vanuatu qui a été touché quelques mois plus tard par une terrible catastrophe.

Ensuite je suis allé -c'était en février dernier- aux Philippines, pays qui avait été frappé par un cyclone sur une large partie de son territoire. Avec le président philippin, j'ai lancé l'appel de Manille pour qu'il puisse être entendu au-delà même de la zone asiatique. La semaine dernière j'étais dans la Caraïbe, et nous avons là aussi rassemblé un certain nombre de pays insulaires qui sont particulièrement vulnérables par rapport au changement climatique. Et si j'ai voulu qu'il y ait d'abord une attention qui soit portée aux Etats insulaires, c'est parce que j'avais entendu leur appel, leur cri même, lors de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier.

Ce sont eux, ces pays-là, qui sont les véritables lanceurs d'alerte de la planète. Aujourd'hui nous nous retrouvons devant une représentation qui est celle de l'ensemble de la planète. Et à chaque fois nous lançons le même message : mobilisons-nous, agissons, c'est urgent, c'est notre intérêt, car comme l'a dit la Chancelière, le réchauffement climatique ce n'est pas simplement une menace, mais c'est aussi une opportunité considérable pour inventer un autre modèle de développement.

A quoi devons-nous aboutir à Paris en décembre ? A un accord qui nous permette de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 degrés Celsius d'ici la fin du

l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 degrés Celsius d'ici la fin du siècle, par rapport au niveau préindustriel. Cet accord, s'il est trouvé, doit être universel, c'est-à-dire s'imposer à tous. Il doit être un cadre pour le long terme. Voilà le premier volet de l'objectif que nous avons à atteindre.

Il y a un second volet, c'est que chaque pays doit publier dès que possible sa contribution nationale pour présenter les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour formuler les projets d'adaptation quant aux effets des dérèglements climatiques.

Ces engagements constitueront la base -qui pourra d'ailleurs être améliorée- le socle à partir duquel l'accord sera possible. L'Union européenne a pris les devants. Elle s'est engagée pour une réduction d'au moins 40 % de ses émissions d'ici 2030 par rapport à 1990. Je sais que de grands pays ont également déposé leur contribution, les Etats-Unis, le Canada, le Mexique et d'autres plus petits comme le Gabon.

Mais je dois faire l'aveu que nous avons pour l'instant seulement 37 pays qui sont à jour et qui ont déposé, publié, leur contribution. Nous sommes donc loin du compte. Et je voulais ici saisir l'occasion du dialogue de Petersberg pour dire à tous les pays « vous devez déposer au plus tôt votre contribution ». Et d'abord les pays développés. Quant aux pays les plus pauvres, la France, et pas seulement la France, est prête à vous accompagner pour formuler votre contribution.

Le troisième volet de l'accord de Paris, c'est celui du financement. S'il n'y a pas d'engagement sur les financements, il n'y aura pas d'accord à Paris. Il faut donc capitaliser le fonds vert. Là aussi, des annonces significatives ont été faites. Je pense d'abord à l'Allemagne, qui a été la première à dire son engagement. Ensuite la France. D'autres pays, les Etats-Unis, des pays parfois peu développés, qui ont quand même affiché, affirmé, leur volonté de contribuer au fonds vert.

Je rappelle que l'objectif c'est de pouvoir dégager, à partir de 2020, 100 milliards de dollars par an, publics et privés. Ces sommes, ces ressources, doivent être consacrées à la transformation des économies des pays en développement pour les adapter à la transition énergétique. Rien ne pourra avancer sans les financements publics et privés.

Les pays en développement n'accepteront pas un accord s'ils ne sont pas accompagnés pour leur adaptation et pour leur transition. Je pense notamment aux pays africains.

Nous devons également imaginer de nouveaux instruments innovants pour rassembler des financements, pour inciter à des investissements. Il y a -comme l'a précisé la Chancelière - la grande question du prix du carbone et l'Europe a fait des choix, la Chine commence à se préparer, et donc nous devons bâtir un marché mondial du carbone.

Le quatrième volet de l'accord, c'est l'agenda des solutions, c'est-à-dire ce qui permettra d'associer à ce qui sera conclu par les Etats, par les gouvernements, des grandes associations, des grandes organisations non gouvernementales, mais aussi des entreprises, des collectivités locales, bref tous les acteurs, car nous voulons que la COP21 soit une conférence qui puisse mobiliser tous les acteurs, publics comme privés.

Notre objectif, c'est de pouvoir mettre en mouvement l'ensemble du monde à travers ces représentants. Le secteur privé va cette semaine même démontrer son engagement puisqu'il y aura un millier de responsables d'entreprises, du secteur productif comme du secteur financier, qui vont se réunir à Paris pour le Sommet du climat. Il y aura également au mois de juillet à Lyon, en France, le Sommet des territoires, où les grands réseaux de collectivités locales du monde entier, ce grand réseau, vont se mettre en mouvement pour préparer également la conférence de Paris, et réfléchir sur l'eau, sur l'électricité, sur les investissements énergétiques que ces collectivités peuvent également accomplir.

Pour arriver à cet accord, nous devons dire aux pays en développement que nous sommes à leurs côtés. Nous devons également convaincre les pays émergents - et je sais que beaucoup de ces pays craignent d'être entravés dans leur capacité de croissance, dans leur possibilité de développement, par un accord s'il était contraignant et il sera contraignant alors nous devons accompagner technologiquement, industriellement, financièrement ces pays, les pays émergents et les pays en développement.

J'ai reçu récemment le Premier ministre indien, monsieur MODI, et il m'a confié qu'il avait des

objectifs extrêmement ambitieux en matière d'énergies renouvelables il n'est pas le seul des grands pays émergents et il s'est donné comme objectif de rassembler 50 pays qui sont les plus engagés dans le développement des énergies solaires. C'est une initiative que je salue, parce que si 50 pays parviennent à formuler des objectifs ambitieux en matière de renouvelables et particulièrement en matière de solaire, pour changer les cadres réglementaires, pour ouvrir de nouveaux financements, pour améliorer les technologies, pour faire baisser le prix de cette énergie, alors ce sera une contribution majeure pour la mise en œuvre de l'accord sur le climat. Mesdames et messieurs, il y a d'autres initiatives et ce sont toutes ces initiatives qui doivent converger vers la conférence de Paris. Nous avons plusieurs échéances qui nous attendent d'ici le mois de décembre. La première échéance, Madame la Chancelière, c'est celle qui nous attend pour le G7 que vous allez présider. Là, il s'agit des pays les plus riches du monde et c'est un statut enviable d'être un pays riche et d'être accueilli au G7, mais ça engage aussi des responsabilités, ça impose des devoirs - et je pense que sous votre présidence, Madame la Chancelière, nous allons pouvoir au G7 donner cette orientation en faveur du climat. Et puis il y aura une échéance qui concerne les Européens, puisque nous aurons en septembre prochain à définir notre engagement pour l'accord, notamment sur les financements, sur le prix du carbone, sur les transferts de technologies. Et, là aussi, je suis sûr que l'Allemagne et la France, et tous les pays européens, auront à cœur d'avoir un haut niveau d'ambition et d'engagement. Et puis il y a d'autres réunions, le G20, qui va pouvoir là aussi - dans une période particulièrement décisive - être un lieu où nous aurons à préparer Paris. Il y aura l'assemblée générale des Nations unies au mois de septembre, qui va connaître une très forte participation des chefs d'Etat et de gouvernement, et je souhaite qu'à côté de cette assemblée générale, nous puissions réunir les chefs d'Etat et les chefs de gouvernement pour que nous allions de l'avant pour préparer Paris.

Je vais vous faire une confidence : je pense que le meilleur accord qu'il sera possible de trouver à Paris sera celui qui sera conclu avant Paris. Pour que Paris soit réussi, il faut que toutes les conditions de l'accord aient été trouvées avant la conférence. Je sais qu'il y a toujours une part de dramatisation dans les conférences, qui sont jugées les plus essentielles pour notre avenir, que certains chefs d'Etat et de gouvernement ou certains négociateurs aiment ce type d'ambiance où pendant des nuits nous cherchons un accord. Mais il peut se trouver que nous cherchions un accord et que nous ne le trouvions pas - c'est arrivé dans le passé - et que la dramatisation n'aboutisse à rien, sinon au drame.

Alors faisons en sorte que tout soit préparé le plus en amont possible avant Paris, pour qu'ensuite à Paris nous n'ayons qu'à rédiger ce qui aura déjà été sur les grands principes conclu, même si les rédactions sont souvent délicates - mais il y a des spécialistes, à Paris il y aura beaucoup de spécialistes, énormément de spécialistes-, donc nous devons faire en sorte que les généralistes aient au moins fait le travail sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les objectifs politiques et sur les engagements.

J'ai confiance dès lors qu'il y a cette mobilisation, et je remercie vraiment tous les participants à cette réunion parce que je suis convaincu que vous avez à cœur de faire réussir Paris. Je remercie encore Angela MERKEL pour avoir préparé, organisé - avec sa ministre madame HENDRICKS - cette réunion et elle nous sera utile parce qu'elle nous permet une fois encore ici à Berlin de lancer un appel à la mobilisation à l'intention de tous pour le succès de la COP21, pour le succès de la conférence de Paris, pour l'avenir de la planète. Merci.